

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX


**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 11 avril 2016

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	60	15

N° de la séance : 01

Objet de la délibération : Direction des
Affaires Juridiques - Procès-verbal de la
séance du 15 février 2016 - Approbation

 Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services par
intérim

Didier ROSSI

N° Enregistrement : CC.2016.026

Date de la convocation :
Le 05/04/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **19 AVR. 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **28 AVR. 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services par
intérim

Didier ROSSI

L'an deux mil seize et le 11 avril à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois d'avril, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Bernard DUBOIS, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Jean-Pierre DERMIT, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Eric PAUGET, Khéra BADAOU, Déborah MINEL, Anne CHEVALIER

PROCURATIONS :

Michel MAZUET à Guilaine DEBRAS, André-Luc SEITHER à Jacques GENTE, Patrick DULBECCO à Serge AMAR, Yves DAHAN à Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN à Marguerite BLAZY, Michel VIANO à Michel BERTRAND, Lionel TIVOLI à Anne CHEVALIER

ABSENTS :

Jean-Bernard MION, Jean-Pierre MASCARELLI, Alain ARZIARI, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Claude BERENGER, Christophe ETORE, Martine SAVALLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAOU, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Je vous invite à vous prononcer sur le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire en date du lundi 15 février 2016.

Je vous propose d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire en date du lundi 15 février 2016.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, APPROUVE le procès-verbal de la séance du Conseil Communautaire en date du lundi 15 février 2016.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 11 avril 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES
ARRONDISSEMENT DE GRASSE



PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SEANCE ORDINAIRE DU LUNDI 15 FEVRIER 2016

ANTIBES, LE BAR-SUR-LOUP, BEZAUDUN-LES-ALPES, BIOT, BOUYON, CAUSSOLS, CHATEAUNEUF,
CIPIERES, LA COLLE-SUR-LOUP, CONSEGUDES, COURMES, COURSEGOULES, LES FERRES, GOURDON,
GREOLIERES, OPIO, ROQUEFORT-LES-PINS, ROQUESTERON-GRASSE, LE ROURET, SAINT-PAUL-DE-
VENCE, TOURRETTES-SUR-LOUP, VALBONNE, VALLAURIS GOLFE-JUAN, VILLENEUVE-LOUBET

La séance est ouverte à 17h00.

Le Conseil communautaire s'est réuni le quinze février deux mille seize, en séance publique, Maison des associations, 288, chemin de Saint-Claude à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire de la ville d'Antibes.

Monsieur le Président – Mes chers collègues, nous allons commencer la séance par l'appel nominal habituel.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Marguerite BLAZY, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Michel MAZUET, André-Luc SEITHER, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Françoise THOMEL, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Eric PAUGET, Khéra BADAOU, Anne CHEVALIER.

PROCURATIONS :

Bernard DUBOIS à Michelle SALUCKI, Afrim KACA à Jean LEONETTI, Nathalie DEPETRIS à Jacques GENTE, Patrice COLOMB-PONTOIRE à Bernard MONIER, Lionel TIVOLI à Anne CHEVALIER.

ABSENTS :

Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, René TRASTOUR, Guy GIRAUD, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Jean-Pierre DERMIT, Serge AMAR, Christophe ETORE, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Déborah MINEL.

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Les procurations étant transmises, nous pouvons aborder l'ordre du jour.

Madame Khéra BADAOU, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, fonctions qu'elle a acceptées.

Ordre du Jour

1. Procès-verbal de la séance du 21 décembre 2015 – Approbation
2. Compte rendu des dernières décisions prises par le Président et le Bureau communautaire
3. Syndicat mixte Sophia Antipolis (SYMISA) – Modification des représentants
4. Commission consultative de l'environnement de l'Aéroport de Nice-Côte d'Azur – Modification des représentants
5. Syndicat intercommunal des collectivités territoriales informatisées des Alpes-Méditerranée (SICTIAM) – Modification des représentants
6. Association Les Amis d'Anthéa – Reconnaissance d'utilité publique des recettes et des dépenses
7. Anthéa – Théâtre communautaire d'Antibes – Nouvelle convention type de mécénat
8. Anthéa – Théâtre communautaire d'Antibes – Convention type de partenariat
9. Convention habitat à caractère multisites n°2 avec l'établissement public foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur – Avenant n°1
10. Plan local pour l'insertion et l'emploi – Protocole conventionnel avec le Département des Alpes-Maritimes relatif à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du PLIE
11. Rapport annuel 2015 sur la situation de la CASA en matière de développement durable – Adoption
12. Médiathèque communautaire Albert-Camus – Actions culturelles communes avec l'Office de tourisme et des Congrès d'Antibes Juan-les-Pins – Convention de partenariat
13. Mise en place de comités de lecture communs à la médiathèque communautaire de Villeneuve-Loubet – Association Accueil des Villes Françaises – Convention de partenariat
14. Médiathèque de Biot – Répartition des charges – Convention de transaction avec la commune de Biot
15. Médiathèque de Villeneuve-Loubet – Répartition des charges – Convention de transaction avec la commune de Villeneuve-Loubet
16. Agriculture – Association « Produire à Châteauneuf pour manger bio sur la CASA » – Adhésion de la CASA
17. Agriculture – Point Accueil Installation – Convention de partenariat
18. Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes
19. Rapport sur le débat d'orientation budgétaire 2016
20. Ajustement du tableau des effectifs
21. Association pour la gestion indépendante des réseaux AGIR – Cotisation 2016
22. Centrale d'achat AGIR – Adhésion
23. Organismes de formation professionnelle – Modification
24. Délégation du Conseil communautaire au Président dans le cadre de la mise en œuvre de la délégation des aides à la pierre du parc public et du parc privé
25. Conseil de Développement – Ajout de membres



ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1. Procès-verbal de la séance du 21 décembre 2015 – Approbation

M. le Président – Est-ce que tout le monde a lu le procès-verbal ? Je vous demande de l'approuver si vous n'y voyez pas d'inconvénient. Y a-t-il des remarques particulières ? Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

Délibération adoptée à l'unanimité

2. Compte rendu des dernières décisions prises par le Président et le Bureau communautaire

M. le Président – Y a-t-il des interventions ? Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

Délibération adoptée à l'unanimité

3. Syndicat mixte Sophia Antipolis (SYMISA) – Modification des représentants

M. le Président – A la suite de la désignation de Serge AMAR en qualité de représentant du conseil régional, il s'agit de le remplacer comme délégué de la CASA au SYMISA. La proposition est Monsieur RAMBAUD. Y a-t-il un autre candidat ? Sommes-nous d'accord pour procéder au vote à main levée ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Monsieur RAMBAUD est élu à la place de Monsieur AMAR.

Délibération adoptée à l'unanimité

4. Commission consultative de l'environnement de l'Aéroport de Nice-Côte d'Azur – Modification des représentants

M. le Président – Il s'agit de remplacer à sa demande Patrick DULBECCO par Monsieur Eric DUPLAY. Y a-t-il d'autres candidatures ? Il n'y a pas d'autres candidatures. Sommes-nous d'accord pour voter à main levée ? Personne ne s'y oppose. Nous passons donc au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Monsieur DUPLAY remplace Monsieur DULBECCO.

Délibération adoptée à l'unanimité

5. Syndicat intercommunal des collectivités territoriales informatisées des Alpes-Méditerranée (SICTIAM) – Modification des représentants

M. le Président – Il s'agit de remplacer Jean-Pierre MAURIN au SICTIAM à sa demande. Jean-Pierre MASCARELLI est proposé. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Monsieur MASCARELLI remplace Monsieur Jean-Pierre MAURIN.

Délibération adoptée à l'unanimité

6. Association Les Amis d'Anthéa – Reconnaissance d'utilité publique des recettes et des dépenses
7. Anthéa – Théâtre communautaire d'Antibes – Nouvelle convention type de mécénat
8. Anthéa – Théâtre communautaire d'Antibes – Convention type de partenariat

M. le Président – Personne ne conteste le succès d'Anthéa et donc le succès des Amis d'Anthéa qui, d'une petite association, sont devenus un recueil de beaucoup de sponsors, de beaucoup de mécènes et de beaucoup de participants. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi de faire une reconnaissance d'utilité publique des recettes et des dépenses pour effectuer une transparence sur l'activité de l'association Les Amis d'Anthéa.

Après cette phase de montée en puissance du théâtre et devant le succès que connaît le théâtre, sa forme associative ne paraît désormais plus adaptée. Il convient désormais que ce soit la CASA et la SPL (société publique locale) qui s'en chargent.

Trois délibérations vous sont proposées pour faire en sorte que d'une part, il y ait la sortie du système associatif compte tenu des sommes engagées et d'autre part que les sponsors, en particulier les mécènes, puissent bénéficier en matière de culture des diminutions d'impôts et des dépenses en diminution qui s'y attachent. Je rappelle que le mécénat d'entreprise pour la culture ouvre droit à une réduction d'impôt jusqu'à 60 % du montant. En même temps, dans le cadre d'un partenariat, jusqu'à 25 % des sommes versées peuvent être affectées à des attributions de places pour les sociétés mécènes. Je vous propose ces délibérations.

Je sou mets au vote la première délibération : reconnaissance d'utilité publique des recettes et des dépenses. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Délibération adoptée à l'unanimité

Je sou mets au vote la nouvelle convention type de mécénat qui amène les avantages que je viens d'évoquer, qui devraient solliciter de la part des entreprises, en particulier sopolitaines, un intérêt croissant pour ce type d'action. Qui souhaite intervenir ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Délibération adoptée à l'unanimité

Enfin, il s'agit de prendre acte d'une convention type de partenariat sur un modèle unique qui pourra être conclue avec les partenaires. Ce partenariat permet d'offrir des forfaits et de l'animation pour les partenaires. Y a-t-il des interventions ? Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

Délibération adoptée à l'unanimité

ACTION FONCIÈRE

9. Convention habitat à caractère multisites n°2 avec l'établissement public foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur – Avenant n°1

M. le Président – Jusqu'à présent, nous avons une convention avec l'établissement public foncier qui était sollicité jusqu'à 5 millions par an pour acquérir des réserves foncières soit pour l'habitat, soit pour développement économique. Dans ce cadre, compte tenu des projets qui existent sur Sophia Antipolis, nous lui avons demandé de monter à hauteur de 12 millions d'euros, ce qui correspond à la valorisation des terrains achetés, mais également de prolonger la durée jusqu'en 2019, date à laquelle la présente convention tombera à échéance. Cette augmentation de l'investissement de l'établissement public foncier est donc conclue dans cet avenant numéro 1. Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

Délibération adoptée à l'unanimité

POLITIQUE DE LA VILLE

10. Plan local pour l'insertion et l'emploi – Protocole conventionnel avec le Département des Alpes-Maritimes relatif à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du PLIE

Mme SALUCKI – L'objectif est de faciliter l'emploi durable pour les personnes exclues du marché du travail ou risquant de l'être et de répondre aux besoins de mains-d'œuvre des employeurs du territoire. En 2015, le PLIE (plan local pour l'insertion et l'emploi) a été cofinancé par le Département et le Fonds social européen dans le cadre de l'appel à projets du Département des Alpes-Maritimes intitulé : « Accompagnement vers l'emploi territorialisé – Programme opérationnel du FSE pour l'emploi et l'inclusion en métropole 2014-2020 ».

Nous sommes sur une nouvelle convention pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2017 concernant le contenu et les objectifs de l'action, ainsi que les obligations générales et les modalités de financement et d'évaluation de l'action. La participation financière pour 2016 est fixée à 84 500 euros. Le montant en 2017 sera défini par voie d'avenant au vu des résultats et de l'objectif.

Il est proposé d'approuver le protocole conventionnel entre le Département des Alpes-Maritimes et la CASA relatif à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA au sein du plan local pour l'insertion et l'emploi dont le projet est joint en annexe.

M. le Président – Y a-t-il des interventions ? Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

Délibération adoptée à l'unanimité

M. le Président – Nous passons à la délibération numéro 11. Céline CHARRIER nous présente le rapport annuel de la CASA sur l'environnement et la biodiversité, avant l'intervention de Lionnel LUCA.

Arrivée de Monsieur Eric MELE.

ENVIRONNEMENT ET BIODIVERSITE

11. Rapport annuel 2015 sur la situation de la CASA en matière de développement durable – Adoption

Interruption de la séance.

Mme CHARRIER – Bonsoir à tous. Avant d'aborder le programme de développement durable, je vous présente le rapport annuel en matière de développement durable 2015 qui est structuré selon deux grands axes :

- les cinq finalités du développement durable et les actions menées par la CASA selon ces thématiques ;
- les éléments de gouvernance territoriale.

Le développement durable est structuré selon trois grands axes : le social, l'économie et l'environnement. Le ministère a choisi de redécouper ces axes en cinq grandes finalités sur la base desquelles nous élaborons notre rapport.

- ✓ La lutte contre le changement climatique et la protection de l'atmosphère

Je ne vais pas faire une liste exhaustive de tout ce qu'a fait la CASA dans ces domaines mais juste me focaliser sur quelques actions :

- l'obtention par la CASA du Trophée Or climat-énergie au niveau du Département 06, qui est la plus haute distinction accordée par le Département pour nos actions dans ce domaine ;
- la création du pôle d'échanges d'Antibes ;
- le Conseil en énergie partagée déployé auprès de six de nos communes pour les économies de flux ;
- l'expérimentation de deux bennes qui permettent de faire 40 % d'économies de carburant ;
- le projet Open Energie mettant les données de consommation énergétique des bâtiments à la disposition de tous en temps réel ;
- toutes nos actions en matière d'économies d'énergie, d'efficacité énergétique des bâtiments et des logements, etc.

A venir, nous prévoyons :

- l'augmentation de l'utilisation de la visioconférence ;
- l'étude de préfiguration de la plateforme de rénovation énergétique de l'habitat au niveau de l'Ouest 06, en partenariat avec le Pays de Grasse et le Pays de Lérins ;

- l'installation d'énergie renouvelable sur plusieurs de nos équipements communautaires.
- ✓ La préservation de la biodiversité, la protection du milieu et des ressources

Cette année, nous pouvons citer dans ce domaine :

- l'élaboration de notre Plan Paysage qui nous permet à la fois de replacer le paysage comme un élément d'attractivité et de ressources pour notre territoire et de définir un plan d'action pour traiter les difficultés paysagères ;
- la poursuite de toutes nos actions en matière de Natura 2000, de biodiversité ;
- la gestion économe de l'espace dans nos documents tels le SCOT (schéma de cohérence territoriale) ;
- le gros effort de dématérialisation au niveau de nos médiathèques qui se poursuivra l'année prochaine, tant au niveau des médiathèques qu'au niveau du fonctionnement interne de la CASA ;
- la poursuite d'une intégration plus systématique des clauses environnementales dans les marchés ;
- la finalisation de notre Trame verte et bleue en vue de l'élaboration de notre SCOT.
- ✓ L'épanouissement de tous les êtres humains et l'accès à tous aux besoins essentiels

En matière de santé, de prévention et de responsabilité sociétale des entreprises, nous pouvons citer :

- un forum sur l'addiction pour les jeunes organisé au niveau de la Direction de la Cohésion Sociale ;
- en matière de fonctionnement interne, les nombreuses actions pour la prévention des risques psychosociaux, la prévention des agressions, le respect de l'agent et la prévention de la sécurité avec la mise en place de quart d'heure de sécurité ;
- la mise en place de la responsabilité sociale des entreprises au sein des PME (petites et moyennes entreprises) ;
- toutes nos actions en matière de mobilité : accès à la culture pour tous, services de proximité, sensibilisation et information de la population ;

A venir, nous avons :

- la poursuite de nos actions en matière de diversification et d'amélioration de la mobilité ;
- la lutte contre la fracture numérique avec le développement de la fibre optique sur tous les secteurs non pris en charge par les opérateurs privés et la refonte du site web de la CASA.
- ✓ La cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations

Cette année, nous avons finalisé notre Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi avec l'accompagnement des personnes de plus de 26 ans pour le retour à l'emploi. Il s'agit de personnes qui font face à des difficultés particulières et qui bénéficient d'un accompagnement à long terme, avec l'identification des profils particuliers qui collent aux besoins des entreprises.

Je peux citer également toutes nos actions en matière de logement, de prévention des inondations et de lutte contre les discriminations.

A venir, nous allons procéder à une intégration plus systématique des clauses sociales dans les marchés publics et à la mise en œuvre de notre contrat de ville qui a été signé cette année et qui sera complété par un projet territorial de cohésion sociale.

- ✓ La dynamique de développement suivant les modes de production et de consommation responsables

Cette année, nous avons initié un projet de couveuse et de société coopérative agricole pour une production locale bio afin d'alimenter nos cantines. Le projet, initié au niveau de Châteauneuf dans un premier temps, sera amené à s'exporter sur d'autres communes de la CASA.

Je rappelle également toutes nos actions en matière de déchets et de développement économique, avec notamment l'intégration de l'économie sociale et solidaire au schéma de développement économique, la mise en place d'un plan d'action « déchets » pour les cinq années à venir, le projet de création d'un centre de compostage et la prise de compétence tourisme.

Le développement durable s'attache également aux éléments de méthode.

Au niveau de la gouvernance territoriale, la CASA a mis en place un pilotage traditionnel avec les Bureaux, les Conseils et les Comités de direction que vous connaissez tous. Cependant, différents pilotages transversaux ont été mis en place en fonction de projets ou de thématiques particulières. Nous pouvons également citer la mise en place du bureau opérationnel du SYMISA. Pour améliorer le pilotage, le schéma de mutualisation sera déployé dans les années à venir.

En termes de participation des acteurs et de transversalité des approches, la CASA met en œuvre des démarches classiques à travers toutes les concertations obligatoires et au niveau de son Conseil de développement. Des concertations spécifiques sont également lancées en fonction de projets ou de thématiques particulières. Elle va également à la rencontre des usagers notamment au niveau des bus ; nous pouvons citer par exemple les cafés Envibus. La transversalité est intégrée dans l'ensemble des projets, notamment les plus structurants pour la collectivité.

A venir, pour améliorer encore la transversalité et la participation de tous, le programme de développement durable mettra en place une manière de fonctionner un peu plus systématique et en transversalité. Nous pouvons également citer le déploiement de services aux communes tels que la plateforme cartographique ou d'autres services en ligne.

En matière d'évaluation et d'amélioration continue, de nombreux services et directions ont des outils d'évaluation et cherchent en permanence l'efficacité de leur fonctionnement. Plusieurs services opérationnels ont mis en place des contrôles « qualité » et des audits. Nous pouvons citer la certification de la Direction Environnement depuis 2014. La CASA cherche également à s'insérer dans différents projets de recherche et d'innovation comme CityMobil. Elle améliore régulièrement ses documents avec les révisions des documents de planification et de programmation.

Le programme de développement durable permettra de développer un outil d'évaluation globale que nous n'avons pas pour l'instant. Les certifications type ISO 9001 pourraient être étendues à d'autres directions. La mise en œuvre du contrôle de gestion avec la ville d'Antibes est envisagée.

La mise en place du programme développement durable constitue un point fort pour cette année. Voulez-vous en parler, Monsieur LUCA ?

M. LUCA – Sans rentrer forcément dans les détails, je dirais qu'il s'agit d'une action volontariste de notre part qui fait suite à ce rapport de développement durable pour la cinquième année. Certes, il est obligatoire. Néanmoins, nous franchissons un cap supplémentaire en initiant ce programme de développement durable avec un diagnostic, des perspectives stratégiques ainsi que des actions à définir. Je propose à Céline de rentrer un peu plus dans les détails.

Mme CHARRIER – Le programme de développement durable permettra de définir une stratégie globale en matière de développement durable, qui sera reprise au niveau réglementaire dans le SCOT ainsi que dans le projet d'agglomération qui constitue le programme politique. Il permettra à la fois d'avoir un outil de coordination puis de définir des actions en dent creuse au niveau des programmes sectoriels, sur les champs qui pour l'instant ne font pas l'objet de programme d'actions défini.

Monsieur LUCA vous a présenté les trois phases. Nous sommes actuellement dans la première qui est la phase de diagnostic. Nous menons un travail technique au niveau à la fois des directions CASA, des élus, des groupes d'experts ainsi qu'auprès de la population à l'occasion d'événements festifs cet été. Pour vous donner un aperçu du planning, tout cela devrait s'étaler sur l'ensemble de l'année 2016 pour aboutir à un plan d'actions finalisé à la fin de l'année : la phase de diagnostic jusqu'à cet été, la détermination des enjeux stratégiques vers le début de l'automne et la finalisation d'actions par la suite.

Reprise de la séance.

M. le Président – Y a-t-il des interventions sur ce rapport annuel qui est riche en diversité et en grands axes ? Il va de l'épanouissement de l'individu à l'économie d'énergie. Je vous propose de prendre acte de ce document.

Je souhaiterais que chaque conseiller communautaire puisse, si ce n'est pas déjà le cas, bénéficier de l'ensemble du rapport et que pendant l'année 2016, sur cet enjeu majeur pour un territoire comme le nôtre, ils puissent faire des propositions sous la houlette de Lionnel LUCA qui a piloté ce rapport. Nous avons pris acte.

En matière d'actions culturelles, Michel ROSSI nous présente les rapports concernant les médiathèques communautaires.

ACTIONS CULTURELLES

12. Médiathèque communautaire Albert-Camus – Actions culturelles communes avec l'Office de tourisme et des Congrès d'Antibes Juan-les-Pins – Convention de partenariat
13. Mise en place de comités de lecture communs entre la médiathèque communautaire de Villeneuve-Loubet et l'association Accueil des Villes Françaises – Convention de partenariat

M. ROSSI – Merci Monsieur le Président. Il s'agit, dans ces deux rapports 12 et 13, de conventions à passer pour nos médiathèques. La première convention concerne la médiathèque Albert-Camus d'Antibes et l'Office de tourisme et des Congrès d'Antibes Juan-les-Pins que vous connaissez tous. Il s'agit d'avoir des actions communes au travers du patrimoine musical en faveur du jeune public, une des cibles de nos médiathèques, ainsi que des actions liées au développement touristique et culturel de la commune, ce qui ne vous surprendra pas.

Une convention de partenariat à fonder sur ces éléments est jointe en annexe, vous pouvez la lire dans le détail. Voilà Monsieur le Président pour le dossier numéro 12.

M. le Président – Je sou mets au vote la délibération n°12. Qui est contre ? Qui s'abstient sur cette collaboration et ce partenariat ?

Délibération adoptée à l'unanimité

M. ROSSI – La délibération n°13 concerne une convention à passer avec l'association Accueil des Villes Françaises que vous connaissez tous et qui accueille souvent les nouveaux arrivants dans nos communes. Cette association organise des cafés littéraires. L'idée serait de déplacer ces rencontres dans une salle de la médiathèque à Villeneuve. Les bibliothécaires pourront ainsi participer régulièrement aux sessions de ces cafés littéraires. Il sera possible d'avoir des passerelles avec d'autres actions culturelles (films de fiction, documentaires) et d'attirer ainsi de nouveaux publics dans nos médiathèques. La convention qu'il est proposé de passer est jointe en annexe.

M. le Président – Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

Délibération adoptée à l'unanimité

M. le Président – Merci pour cette collaboration avec la ville de Villeneuve-Loubet.

Damien BAGARIA nous présente les nouvelles conventions à passer entre les communes et les deux médiathèques de Biot et de Villeneuve-Loubet.

EQUIPEMENTS ET INFRASTRUCTURES COMMUNAUTAIRES

14. Médiathèque de Biot – Répartition des charges – Convention de transaction avec la commune de Biot
15. Médiathèque de Villeneuve-Loubet – Répartition des charges – Convention de transaction avec la commune de Villeneuve-Loubet

M. BAGARIA – Concernant les deux médiathèques de Biot et de Villeneuve-Loubet, lors du dernier conseil communautaire, nous avons délibéré pour supprimer la clause de remboursement par la commune à la CASA des charges de la médiathèque. Cela a été acté le 21 décembre dernier. Toutefois, compte tenu de la jurisprudence, il a été nécessaire de faire une analyse un peu plus fine concernant les dépenses qui avaient déjà été effectuées, en particulier sur les charges de personnel. Une convention permet à la CASA, après accord avec les communes, de rembourser une partie des dépenses « non communes », depuis la création de la médiathèque jusqu'à l'année 2014. Pour Biot, cela se monte à 85 970,43 euros et pour Villeneuve-Loubet, à 87 391,97 euros.

M. le Président – Les délibérations 14 et 15 résultent d'une harmonisation qui fait que désormais, toutes les médiathèques sont prises en charge dans leur totalité par la Communauté d'agglomération. Y a-t-il des interventions ? Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

Délibérations adoptées à l'unanimité

M. le Président – Gérald LOMBARDO nous présente la délibération en matière de développement rural et d'agriculture : Association « Produire à Châteauneuf pour manger bio sur la CASA » – Adhésion de la CASA.

DEVELOPPEMENT RURAL ET AGRICULTURE

16. Agriculture – Association « Produire à Châteauneuf pour manger bio sur la CASA » – Adhésion de la CASA

M. LOMBARDO – Monsieur le Président, mes chers collègues, manger bio à la CASA, voilà un bel objectif, en tout cas un beau projet qui se dessine sur la commune de Châteauneuf. La Communauté d'agglomération souhaite prendre toute sa part dans cette démarche en adhérant à cette association « Produire à Châteauneuf pour manger bio sur la CASA ». Cela rentre totalement dans la politique de confortement des activités agricoles sur le territoire et de soutien aux jeunes agriculteurs. La volonté est de fournir des produits locaux de qualité aux habitants et à la restauration collective. Le but premier est de rentrer dans cette fourniture d'alimentation biologique, aux groupes scolaires en priorité, puis aux habitants de Châteauneuf, beaucoup plus largement aux communes environnantes, enfin à tout l'ensemble du territoire communautaire.

La CASA souhaite s'engager dans l'accompagnement de ce développement agricole. Cela répond à deux objectifs : la création de cette exploitation agricole pour l'approvisionnement des cantines et la mise en place d'un espace dédié. Pour cela, une opportunité se dessine, à savoir la mise à disposition de 20 ha de terres agricoles – il s'agit d'une démarche unique – sur la commune de Châteauneuf au bénéfice de ce projet dont 10 ha cultivables immédiatement et identifiés comme secteur à enjeux agricoles dans le cadre de l'étude foncière agricole qui a été mise en place par la Communauté d'agglomération.

Il s'agit de soutenir ce projet, d'adhérer à l'association « Produire à Châteauneuf pour manger bio sur la CASA », de rappeler que les statuts de l'association ont été déposés non pas le 4 février, comme vous avez pu le lire sur la délibération, mais le 9 février 2016. La finalité de cette structure est la création d'une société coopérative d'intérêt collectif qui devra permettre la commercialisation des produits locaux.

La CASA sera représentée au sein de l'association en qualité de membre actif. Le montant de la cotisation annuelle 2016 est fixé à 10 euros. Il vous est donc proposé d'autoriser l'adhésion de la CASA à l'association, d'approuver les statuts de l'association, de me désigner pour représenter la CASA au sein de cette association et d'approuver la cotisation de 10 euros.

M. le Président – Bravo aux villes de Rouret sur le terroir et de Châteauneuf. Depuis que nous avons donné une impulsion forte à la dimension « agropastoralisme », nous voyons des projets qui naissent sur le territoire, qui sont extrêmement positifs et extrêmement bien perçus par la population.

Je sou mets la délibération aux voix. Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

Délibération adoptée à l'unanimité

M. le Président – La délibération n°17 va dans le même sens.

17. Agriculture – Point Accueil Installation – Convention de partenariat

M. LOMBARDO – Monsieur le Président, merci de rappeler – il ne s’agit plus d’expériences puisque c’est maintenant devenu une réalité – le projet Maison du terroir qui regroupe actuellement 34 exploitations agricoles avec ce point de vente. Le projet de Châteauneuf va venir conforter la transmission vers les jeunes agriculteurs. Nous nous apercevons que ce projet de Maison du terroir, en tout cas de regroupement de coopératives agricoles qui se situaient sur Le Rouret, a actuellement besoin de sang neuf. Le projet a pris naissance il y a une quinzaine d’années ; 15 ans plus tard, nous voyons des agriculteurs vieillissants dans la palette agricole du territoire. Il est temps justement, grâce à ce genre de projet qui peut se développer sur Châteauneuf, d’assurer la transmission.

Pour cela, nous avons une convention de partenariat à signer avec les Jeunes Agriculteurs qui ont leur siège social au Marché d’intérêt national (MIN) et qui sont représentés par leur président Monsieur Christophe PELLEGRIN. Il s’agit de signer cette convention de partenariat afin que l’étude foncière agricole, qui a pour but de définir les espaces à enjeux agricoles, puisse déboucher sur des installations qui peuvent se jouer sur des terrains privés ou communaux. La politique foncière menée par la CASA doit être mise en œuvre avec ce partenaire agricole qui est le Point Accueil Installation, de manière à pouvoir aiguiller tout porteur de projet dans sa démarche de création. Point Accueil Installation est destiné véritablement aux jeunes agriculteurs afin de leur faciliter l’accès au métier et d’assurer le renouvellement des générations en agriculture. Je vous propose donc d’approuver cette convention de partenariat avec le Point Accueil Installation. Merci.

M. le Président – Il s’agit d’une étape supplémentaire. Qui est contre ? Qui s’abstient ?

Délibération adoptée à l’unanimité

M. le Président – Jean-Pierre MAURIN nous présente le rapport annuel concernant la situation en matière d’égalité entre les femmes et les hommes, nouveau dispositif rendu obligatoire par la loi NOTRe.

RESSOURCES HUMAINES

18. Rapport annuel sur la situation en matière d’égalité entre les femmes et les hommes

M. MAURIN – Monsieur le Président, mesdames, messieurs, comme toutes les collectivités territoriales, la CASA doit présenter ce rapport annuel qui, vous l’avez lu, est conséquent. Je vais vous en dessiner les orientations principales. Il est axé, pour l’année 2016, principalement sur la communication, l’information et la formation.

Nous avons deux exemples de projets dont l’un concerne les diverses filières. Il existe en effet des filières techniques qui sont parfois à dominante « hommes » et d’autres parfois à dominante « femmes ». Un des axes de cette communication consiste éventuellement à mixer les genres dans les différentes filières en permettant le passage d’une filière à l’autre.

Le second point consiste à communiquer en 2016 sur certaines positions statutaires, principalement le congé parental et le travail à temps partiel, en précisant que ces deux points ne sont pas exclusivement réservés aux femmes. Cela fait partie de la communication qui aura lieu en 2016. Voilà pour ce rapport annuel et les axes d'intervention prioritaires pour 2016.

M. le Président – Nous prenons acte de ce rapport qui n'est pas soumis à un vote. Nous mettons annuellement le rapport à notre disposition.

Départs de Mme Elisabeth PILLARD et de Monsieur Joseph VALETTE.

Nous arrivons à un point important de l'ordre du jour qui porte sur le débat d'orientations budgétaires.

FINANCES

19. Rapport sur le débat d'orientation budgétaire 2016

M. le Président – La stratégie d'un débat d'orientation budgétaire consiste à dégager les grands axes du budget de l'année, mais en même temps à mettre en perspective la situation de l'année 2016 par rapport aux années précédentes et aux années futures. Nous sommes passés de l'incertain à l'inquiétant. Le contexte est connu sur le plan international et national, il s'agit d'une croissance faible, avec un chômage de masse qui poursuit sa montée. La seule certitude dans ce contexte, c'est la poursuite et même l'accélération du désengagement de l'Etat dans son soutien aux collectivités. Cette tendance lourde s'accompagne en outre de prélèvements importants qui, ayant touché les communes, touchent aujourd'hui le bloc communal que constitue la CASA.

Pour la DGF (dotation globale de fonctionnement) en 2016, la baisse sera de 1,8 million, avec une augmentation de prélèvement de 1 million d'euros, ce qui fait un solde de 2,8 millions par rapport au précédent budget. La projection à 2018 par rapport à 2015 affiche un delta de 7 millions. Si l'on se projette en cumulé jusqu'en 2018, la Communauté d'Agglomération aura perdu 16 millions de moins que ce qu'elle envisageait avec des chiffres constants. Le phénomène n'est pas nouveau, la nouveauté se trouvant dans son accélération et son importance, ce qui amène cependant à ne pas renoncer à développer notre territoire, à avoir un service public de qualité et à préparer le futur en investissant et en innovant. Il s'agit d'avoir une vigilance renforcée sur notre gestion. Vous le verrez dans les chiffres, le taux d'employabilité au niveau de la CASA est un des plus faibles en ratio. Cependant, nous continuons à être vigilants sur le fonctionnement.

Nous confirmons qu'il n'y aura plus de grands projets communautaires après avoir construit quatre médiathèques, un grand espace théâtral, ainsi que des équipements universitaires et des équipements pour l'emploi. Le projet qui reste essentiel et lourd dans la balance de la CASA pour l'avenir, c'est le projet Madoura. Le deuxième point consiste à chercher des partenariats et pourquoi ne pas le dire, un des partenariats que nous allons rechercher, c'est celui avec le conseil régional qui a une compétence en matière de développement économique.

Il s'agit en même temps d'avancer sur quatre piliers :

- Le taux de fiscalité qui ne bougera pas et qui est, je le rappelle, parmi les plus bas au niveau régional. Dans le contexte actuel, si nous avons une dynamique économique sur Sophia Antipolis et si nous maintenons un taux élevé d'activité et de création d'emplois, c'est bien parce que nous avons des taux faibles.
- La poursuite de nos efforts de solidarité envers les communes qui bénéficient désormais, pour leurs investissements, d'un taux de 30 %. De 20 % dans le dernier mandat, il est désormais passé à 30 %. Avec une initiative de Lionnel LUCA sur l'environnement, ce taux peut passer à 35 voire à 40 % parce qu'il respectera des critères environnementaux stricts.
- La maîtrise de nos charges de fonctionnement apparaît comme une nécessité.
- La poursuite d'une politique ambitieuse d'investissement qui va se traduire essentiellement par la stratégie sur le PAPI (programme d'actions de prévention des inondations), par la stratégie sur le développement ainsi que par la poursuite des travaux du bus-tram qui constituent également des priorités.

Je vais maintenant, sur ces quatre axes, donner la parole au vice-président chargé des finances, Jean-Pierre MAURIN, puis à l'ensemble des vice-présidents qui, sur une présentation de vignettes, dégagera l'élément principal de l'action de la Communauté d'Agglomération en matière de prévention des risques, d'économie générale, d'environnement, d'aménagement du territoire, d'habitat, etc.

La parole est à Jean-Pierre Maurin.

M. MAURIN – Mesdames, messieurs, merci Monsieur le Président pour cette présentation. Je vais revenir sur les quatre points fondamentaux que vient d'exposer le Président dans le contexte que nous connaissons. Nous allons parler du maintien des taux de fiscalité, de la poursuite de la solidarité envers l'ensemble des communes de la Communauté d'agglomération, de la maîtrise des charges de fonctionnement et en dernier lieu du programme d'investissement centré sur les compétences prioritaires.

Je vais évoquer en quelques mots la baisse des dotations et la hausse de la péréquation. Vous avez bien compris que la CASA perçoit moins de dotation globale de fonctionnement. D'un autre côté, elle est appelée, avec ce fonds de péréquation, à reverser des fonds à l'Etat. Cette forte baisse des dotations a commencé dès l'année 2014, avec un prélèvement sur la dotation globale de fonctionnement qui s'est poursuivi par cette péréquation. Entre les versements de l'Etat que la CASA reçoit et les reversements que la CASA fait vers l'Etat, la balance est actuellement déficitaire et certainement d'une manière définitive. Nous étions, comme le soulignait le président, à moins de 2 millions d'euros en 2015. Nous serons à moins de 9 millions d'euros en 2017 avec ces deux composantes. En 2017, la dotation globale de fonctionnement, qui était une ressource définie comme pérenne au début de la création de la Communauté d'agglomération, sera à zéro.

Concernant la fiscalité, comme le soulignait le Président, malgré ce contexte difficile et partagé avec l'ensemble des communes, la fiscalité de la CASA est à la fois une des plus compétitives de la région – vous avez pu lire les tableaux de comparaison – et se doit de rester au même niveau. C'est l'ambition et la direction forte que nous entendons donner au budget de cette année. Les taux de 2015 seront maintenus en 2016, je les rappelle :

- la taxe d'habitation, qui était préalablement perçue par le conseil départemental, demeure fixée à 7,96 % ;

- la contribution des entreprises est à 25,27 % sur les bases ;
- le foncier non bâti demeure à 0,877 % ;
- le foncier bâti reste à 0, il n'y a pas d'évolution de ce taux ;
- le versement de transport reste à 1,5 % ;
- la taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères, qui avait déjà fait l'objet de deux diminutions dans le mandat, reste établie à 9,5 %.

Pour le troisième volet, c'est-à-dire la solidarité communautaire, la CASA prend un engagement fort vis-à-vis des communes. La dotation de solidarité communautaire ainsi que l'enveloppe des fonds de concours, avec les modifications que le Président vous a présentées – qui ont été portées respectivement à 6 millions d'euros pour la dotation de solidarité et à 5 millions pour les fonds de concours – seront reconduites respectivement pour ce niveau d'intervention.

De même, une autre manifestation de la solidarité de la Communauté d'Agglomération envers chacune des communes consiste à prendre en charge à hauteur de 20 % le fonds de péréquation prélevé pour chacune des communes. La CASA rajoute à sa part propre les 20 % des communes qu'elle prend en charge dans le cadre de ce FPIC (fonds de péréquation intercommunal). Il est donc proposé de reconduire cette aide dont la perspective montre qu'elle représente un poids grandissant pour la CASA, des arbitrages étant nécessaires chaque année sur le sujet.

L'autre point concerne la maîtrise du fonctionnement. Il s'agit d'un enjeu essentiel en matière de dépenses. Cela passe par des choix politiques qui consistent à :

- contenir l'évolution des charges de fonctionnement en se concentrant sur les priorités du mandat ;
- financer les actions nouvelles par le redéploiement de crédits de services ;
- mettre en place un contrôle de gestion renforcé ;
- rechercher, grâce à des outils techniques, des modalités d'achat public plus performantes, notamment le recours au groupement de commandes qui a déjà été mis en œuvre ;
- renégocier les contrats en cours, notamment les baux et cela a été fait pour Les Genêts, avec une renégociation du bail d'une manière très significative pour cette année ainsi que pour les années à venir ;
- améliorer la connaissance précise du patrimoine afin de le valoriser et d'étudier les risques qui y sont afférents.

Les dépenses de personnel représentent 13,7 % du fonctionnement en 2015. Je précise que c'est 6,2 points en dessous de la moyenne pour les collectivités de notre strate. Nous avons une volonté de :

- stabiliser les effectifs à périmètre constant ;
- optimiser l'organisation des services en harmonisant le temps de travail ;
- privilégier, pour les créations de postes, les postes bénéficiant de cofinancements partenariaux, notamment avec certains contrats aidés ;
- mener des études sur les transferts de compétences à venir ;
- poursuivre le schéma de mutualisation qui sera mis en œuvre en 2016.

Je vous rappelle que le schéma de mutualisation est une priorité pour voir ce qu'il est possible de mutualiser au niveau de la CASA, permettant ainsi aux communes de mieux gérer des préoccupations communales.

En matière d'optimisation des recettes, celles-ci sont marquées par le recul de la dotation globale de fonctionnement mais également par le prélèvement qui est fait. Aussi, nous rechercherons des partenariats financiers nouveaux aux échelons territoriaux que nous connaissons et pour lesquels nous avons beaucoup de représentants, tant au niveau du département que de la région. Nous développerons également notre recherche de financement extérieur, notamment les fonds européens, dont le FSE.

Concernant le programme d'investissement, les précédents mandats ont été marqués – nous l'avons vu lors des diverses commissions de finances – par la construction de nombreux équipements afin de structurer notre territoire. Nous avons vu l'éclosion des médiathèques, de la Maison du terroir, du Théâtre, du Pôle Images, de la Maison de la Violette, etc. Aujourd'hui, il s'agit de caler nos marges de manœuvre et d'axer ces investissements sur certains points, avec une contractualisation sécurisée de la CASA. Sachez que nous n'avons pas d'emprunts toxiques. Quand nous contracterons des prêts, nous le ferons toujours soit à taux fixe, soit à des taux très bas qui sont indexés sur le livret A (0,75 %), ce qui permet notamment de financer le logement social.

Je signale également une volonté de maintenir notre capacité de désendettement en dessous de 15 ans, voire de 11 ans. Dans un contexte contraint, la CASA reste fidèle à la fois à ses ambitions et à son projet de territoire. Elle n'arrête pas, elle se concentre sur ses priorités.

M. le Président – Dans ce cadre, je vais d'abord donner la parole à Guilaine DEBRAS puisque la prévention des risques – en particulier en matière d'inondations, compte tenu des événements qui se sont produits et des décisions à prendre – nous engage. Je rappelle que la prise en compte obligatoire par la CASA du risque d'inondation est prévue pour 2018 mais nous sommes en train de travailler pour que cela se fasse plus rapidement, c'est-à-dire en 2017. La parole est à Guilaine DEBRAS.

Mme DEBRAS – Merci Monsieur le Président. Comme de nombreuses communes, la CASA doit également revoir ses priorités suite à ce que nous avons vécu en octobre dernier. Pour la CASA, cela se traduit d'abord par la prise en compte du PAPI 2 (plan d'aménagement pour la prévention des inondations). Il est évident que nous n'allons pas attendre un PAPI 3 pour agir, il y a une urgence. Le PAPI est dans une forme de révision, c'est-à-dire que certaines actions vont être revues, tandis que d'autres vont sûrement se rajouter, pouvant parfois aller vers des travaux.

Comme l'a dit Monsieur le Président, les travaux jusqu'en 2018 seront supportés par les communes qui ont actuellement la compétence. La CASA s'engage à aider au maximum les communes dans le cadre du financement des travaux qu'il faudrait faire d'ici la prise de compétence, de manière à ce que l'engagement atteigne sa part minimale de 20 %.

Ensuite, nous allons renforcer nos actions autour de la culture du risque, de la communication et de la sensibilisation des populations, avec la pose de repères de crues pour permettre de surveiller les rivières au quotidien.

Concernant les perspectives 2017-2019 autour de la prise de compétence, nous prévoyons des études par bassin versant puisque le traitement des inondations commence par le haut du bassin versant. Nous proposons de travailler avec une vision intercommunale, solidaire du territoire et du bassin versant.

M. le Président – Merci. Je donne la parole à Marc DAUNIS qui va intervenir sur le développement économique qui est le nerf de la guerre.

M. DAUNIS – Merci Monsieur le Président. Mes chers collègues, nous pourrions nous poser la question de savoir pourquoi le développement économique est à la fois une priorité de ce mandat, que nous avons fixée ensemble par ailleurs, et pourquoi il faut une continuité dans cette priorité. La réponse est tout simplement que le développement économique évoque la richesse de la CASA et que l'essentiel de nos ressources en est issu. Ensuite, il existe une question centrale qui est celle de l'emploi qui nous préoccupe tous.

A partir de là, nous avons déterminé ensemble des objectifs importants qui structurent notre action, qui concernent certainement la technopole mais pas que la technopole. Nous assumons notre responsabilité première par rapport à la technopole. Cependant, nous avons également l'ambition de veiller à ce que cette création d'emplois soit diversifiée, ainsi qu'à mobiliser les ressources pour des emplois non délocalisables. C'est l'objectif de la diversification et de la complémentarité des activités touristiques et artisanales, du littoral vers le Moyen et le Haut Pays.

Puis, il existe une priorité importante sur l'accompagnement de la modernisation et du rayonnement de notre commerce avec un équipement commercial communautaire, dans un contexte de concurrence renforcée. Je vous rappelle pour mémoire que nous subissons une « évasion » commerciale du territoire vers l'Est et vers l'Ouest depuis déjà de nombreuses années et qui s'est amplifiée depuis. Par conséquent, dans notre volonté d'un aménagement maîtrisé, coordonné et harmonieux de notre territoire, nous avons mis en priorité cette lutte pour avoir des réponses en matière de commerce à la hauteur de nos ambitions.

Qu'est-ce qui est le plus frappant par rapport à l'année 2016 ? Premièrement, vous savez que la loi a dévolu à la Région une compétence renforcée en matière de développement économique. Cela veut dire que nous nous attelons dès maintenant à un travail spécifique avec la Région qui, dans les perspectives, au niveau de la méthode, se traduira par quelque chose qui nous est d'ailleurs assez familier. En effet, nous avons expérimenté sur notre territoire la première contractualisation avec la Région il y a de cela une dizaine d'années. Nous souhaitons pouvoir contractualiser avec la Région particulièrement autour du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation, mais pas simplement autour de cette question.

Deuxièmement, nous savons que nous avons besoin, dans ce monde de compétition économique, de procéder à un marketing territorial qui consiste à :

- faire jouer nos atouts pour faire en sorte que nous soyons attractifs, que les gens aient envie de venir s'installer chez nous, ce qui amène à un travail spécifique autour de la chaîne de l'innovation et tout ce qu'on appelle les écosystèmes sophipolitains, cette trame qui est le corps vivant de la technopole ;
- coordonner les grands projets commerciaux avec le soutien aux centres-villes, que ce soit les grandes villes (Antibes, villes littorales) mais aussi toutes les communes de la Communauté d'agglomération et cela en partenariat avec, par exemple, le parc naturel régional, excellemment présidé dorénavant par notre collègue Eric MELE ;
- piloter le volet économique, financier et culturel, avec un projet particulier sur le pôle Céramique à Vallauris ;
- préparer la prise de compétence « tourisme » dans le volet économique.

A partir de là, les perspectives sont assez claires. J'en retiendrais une. Dans la méthode, nous sommes clairs. Dans les objectifs, nous sommes clairs. Puis, il y a la partie qui est concrètement liée à « comment on opère ? ». Je retiendrais, pour 2016, la mise en exergue de toute la partie « commercialisation » et « animation » des zones d'activités économiques transférées ou d'intérêt communautaire. D'ici la fin de l'année, la Communauté d'agglomération, qui a déclaré sur le principe des zones d'activités d'intérêt communautaire, aura les éléments pour pouvoir faire le cahier des charges des études nécessaires pour mandater et passer au stade de la création, de la réalisation de ces ZAC. Secteur important, le Fugueiret est concerné par la mise en œuvre des études Etat/CASA/SYMISA sur ce dont vous avez entendu parler sous l'appellation de Côte 121. C'est le Sophia de demain qui se développe en complémentarité avec le Sophia existant, avec les Trois Moulins sur Antibes, Saint-Philippe sur Biot et Fugueiret sur Valbonne. La troisième ZAC, c'est La Sarrée sur Bar-sur-Loup. Il s'agit d'un projet important, porteur également d'un aménagement coordonné et harmonieux de notre territoire pour que tout ne se concentre pas sur un seul lieu. Sur les communes de Biot et d'Antibes, nous avons également le secteur des Prés.

Voilà, mes chers collègues, pour l'essentiel. Il me reste, concernant Sophia Antipolis, à mettre deux choses en exergue. Premièrement, je souligne le soutien au développement de la création de startups, avec la labellisation remarquable qui a été obtenue par la communauté universitaire, en liaison avec les élus mais également tout le monde de l'entreprise, incluant les dirigeants et les salariés de la technopole. C'est un fait majeur. Nous avons été labellisés. Notre territoire azuréen, particulièrement avec l'impulsion sophilopolitaine, a été labellisé au titre des initiatives d'excellence « label IDEX » qui nous positionne parmi les dix sites universitaires majeurs en France. C'est très important. Cela témoigne d'abord d'une reconnaissance de la qualité de l'université, ainsi que de sa capacité à mettre en mouvement, au-delà de l'université, les forces vives mais aussi les laboratoires, le CNRS (Centre national de la recherche scientifique), les différents partenaires... Nous avons fait une conférence de presse ensemble sur ce sujet. C'est majeur pour le territoire. Il s'agit d'une très belle victoire dont la primauté revient certainement à la présidente de l'université et aux universitaires mobilisés à ses côtés. C'est remarquable. Une belle victoire est toujours collective mais nous en connaissons les principaux artisans.

La deuxième priorité sur Sophia concerne tout ce qui est lié au Business pôle, avec un succès à amplifier. Nous lançons la deuxième phase avec Business pôle 2.

M. le Président – Lionnel LUCA nous présente le volet « environnement et développement durable ».

M. LUCA – Nous avons parlé tout à l'heure de l'initiation du programme de développement durable et de la concertation associée tout au long de cette année. Les actions déjà engagées se poursuivent, en particulier la mise en œuvre du plan climat avec sa plateforme de rénovation énergétique. Un certain nombre de communes connaissent bien l'Espace Info Energie et le Conseil en énergie partagée. Cela va être poursuivi. Nous aurons également cette année la révision du plan de prévention du bruit dans l'environnement, en partenariat avec nos deux intercommunalités constituées.

Je voudrais plus particulièrement signaler à votre attention deux actions pratiques et concrètes.

D'abord, le projet « Activ'Ta Terre » fait l'objet d'une grande réussite dans les écoles et dans les centres aérés, à l'initiative des institutions, souvent des directeurs ou des directrices d'école avec leurs élèves ou des centres aérés avec les animateurs municipaux, jusqu'aux collèges et lycées. Malgré

des moyens modestes, une grande sensibilisation apporte un effet multiplicateur à ce succès. A travers les enfants, nous attirons l'attention des familles sur ce sujet. Les projets liés à la terre peuvent être reliés au projet agricole évoqué tout à l'heure sur Opio.

Ensuite, deuxième point très pratique également, il faut saluer les efforts de la CASA, et donc de l'administration, du service financier, ainsi que la volonté politique exprimée par le Président et son vice-président aux finances, pour permettre dans ce mandat de porter les dotations aux communes à 30 %, au moment où l'Etat organise un « racket » général des collectivités territoriales. Il s'agit quand même d'un effort assez substantiel. Le terme « racket » est affectueux. Cependant, il existe une ponction qui n'est pas neutre et qui fait souffrir toutes les collectivités. Je mettrais donc racket entre guillemets parce que j'aime beaucoup Marc DAUNIS et que je ne veux pas lui faire de la peine. Quand il fait son budget, il regarde aussi les choses parfois avec consternation et difficulté.

M.DAUNIS – Je confirme.

M. LUCA – Ce n'était pas du tout polémique.

M.DAUNIS – Ce n'est pas nouveau.

M. LUCA – Certes mais cela s'est aggravé, ce qui est regrettable. Dans ces conditions, le fait de porter à 30 % les dotations constitue un effort important. Dans notre réunion de bureau, suivi par la commission « environnement », nous avons décidé d'aller jusqu'à 35 ou 40 % en fonction des efforts faits sur les consommations d'énergie. Nous avons défini en commission « environnement » des critères objectifs, notamment la norme RT 2012. Lorsque l'on obtient -20 % de consommation dans les bâtiments neufs, on a 5 % de plus. De même, désormais lorsque l'on produit un bâtiment où la production énergétique sera supérieure à la consommation, on pourra aller jusqu'à 40 % de subvention. Il s'agit d'un effort qui mérite d'être signalé, d'une belle initiative. Nous verrons certainement ce que cela donne concrètement parlant : avons-nous été trop exigeants ou pas suffisamment ?

Cela vaut également pour les rénovations de bâtiments anciens. En l'occurrence, des critères techniques objectifs ont également été définis. Il ne s'agit pas non plus que cela devienne de la subvention à fonds perdu. Nous nous rappelons des subventions données généreusement pour les capteurs solaires, pour la production d'énergie solaire. Puis, nous avons dû tous freiner brutalement parce que les effets d'aubaine étaient multiples. Nous sommes très vigilants à ce sujet. Néanmoins, cette volonté de pratique d'économie d'énergie appliquée aux communes constitue une belle affirmation pour la CASA.

M. le Président – Merci Lionnel. Jean-Bernard MION intervient maintenant sur l'aménagement et la connaissance du territoire.

M. MION – Merci Monsieur le Président. Chers collègues, en matière d'aménagement et de connaissance du territoire, les objectifs pour cette année consistent à redéfinir le projet de développement du territoire, puis également de proposer des outils, un sujet sur lequel nous avons déjà délibéré. Pour être complémentaire avec les propos du sénateur DAUNIS, l'aménagement du territoire est également lié à l'écologie et au développement économique puisque nous avons la création cette année des ZAC pour les espaces à enjeux notamment des Trois Moulins, du Fugueiret, de la Sarrée et des Prés, la formalisation de la Trame verte et bleue et puis surtout la poursuite de la révision du schéma de cohérence territoriale, avec la mise en place et le travail sur les PADD (projets d'aménagement et de développement durable) et les évaluations environnementales.

J'évoque ensuite un outil extraordinaire – et j'en profite pour saluer tout le service de Serge BIBET à ce sujet – sur le développement du SIG extranet pour les communes. Le système d'information géographique est un outil fantastique pour avoir les PLU (plans locaux d'urbanisme) de nos communes respectives, les cadastres et autres. Il s'agit de mesures 2016 qui vont être concrétisées dès cette année.

En matière de perspectives, la révision du SCOT est plus que jamais d'actualité. Il s'agit d'articuler ce SCOT avec les documents d'urbanisme communaux. Je sais que plusieurs communes de la CASA sont en train de réviser leurs PLU avec la possibilité et l'objectif d'aménager, de développer les espaces à enjeux, ainsi que de développer le système d'information géographique, cet outil indispensable pour l'avenir de nos communes. Merci Monsieur le Président.

M. le Président – Merci Monsieur le conseiller régional. Marguerite BLAZY intervient sur l'habitat : projets 2016.

Mme BLAZY – Nous sommes toujours dans le deuxième PLH (programme local de l'habitat) qui prévoyait 600 logements par an. Nous observons au 31 décembre 2015 :

- que 850 logements ont été programmés et financés ;
- la poursuite de la mise à niveau du parc locatif social dans le cadre de la réhabilitation énergétique avec les bailleurs sociaux, qui est sur les rails et même bien engagée pour 250 logements ;
- la poursuite de la réhabilitation du parc privé auprès des propriétaires occupants très modestes et des propriétaires bailleurs privés avec le PIADH (programme intercommunal d'amélioration durable de l'habitat) qui est en marche ;
- la consolidation de la politique foncière en lien avec l'EPF-PACA (Etablissement public foncier – Provence-Alpes-Côte d'Azur), objet de la neuvième délibération.

Les mesures 2016 consistent à :

- accompagner les communes dans le développement de l'offre locative sociale ;
- développer l'offre en accession à la propriété avec notamment la commercialisation du Gorgier à Opio et des Hauts de Roquefort à Roquefort-les-Pins ;
- élaborer le plan partenarial de gestion de la demande, dans le cadre du droit à l'information des demandeurs ;
- élaborer l'étude stratégique sur les outils communautaires pour le développement du logement social (rapprochement des SEM).

Nous avons en perspective :

- le lancement de l'étude pour l'élaboration du troisième PLH – le temps passe très vite – et de l'étude sur les produits « logement » destinés aux seniors ; n'oublions pas que 25 % de nos demandeurs ont plus de 60 ans, il faut donc que nous fassions des produits pour ces personnes ;
- l'optimisation de la politique de subvention aux associations œuvrant pour l'hébergement et le logement d'insertion.

Pour tout cela, 14 millions d'euros sont prévus pour l'année. Pour terminer, au 31 décembre 2015, 1 589 logements sociaux sont en chantier sur le territoire de la CASA, dont 294 logements-foyers. Enfin, 338 familles ont pu accéder à la propriété sur la CASA grâce à des logements mis en vente en dessous du prix du marché. N'oublions pas que 50 % de ces accédants quittent le logement social.

M. le Président – Il faut souligner trois choses dans ce que vient de dire Marguerite BLAZY. Premièrement, nous avons des demandeurs de logement qui sont des personnes âgées. Nous devons, à l'intérieur de nos villes, prévoir des logements pour ce public. Deuxièmement, l'accès à la propriété, qui est un élément majeur dans le renouvellement et l'ascenseur social, doit être favorisé. C'est notre stratégie depuis le début, elle doit s'accélérer. Par ailleurs, les foyers-logements pour les personnes qui ne sont pas en EHPAD mais qui ont besoin d'avoir cet environnement sont également des logements sociaux. Il faut que nous soyons capables de répondre à cette demande grandissante. Ces trois éléments me paraissent importants dans la politique volontariste que mène Marguerite BLAZY.

Je donne la parole à Thierry OCCELLI concernant l'écomobilité et les transports.

M. OCCELLI – En matière d'écomobilité tout d'abord, l'objectif principal consiste à mettre en œuvre le transport en commun en site propre, notamment le bus-tram. Nous prévoyons également des parcs relais ainsi que des vélostations. Concernant les mesures, il s'agit de terminer les travaux du bus-tram sur le secteur autoroute – Trois Moulins prévus pour fin 2016 et d'amélioration du trafic avec l'ouverture de la bretelle d'autoroute ouest l'été dernier et l'ouverture de la bretelle est qui aura lieu cet été.

Concernant le PDU (plan de déplacement urbain), nous avons lancé une révision, dans une très large concertation. Ce PDU va s'inscrire dans le SCOT qui va venir préfigurer les PLU des communes. La concertation est faite actuellement. Tout part de la commission « déplacement et transport », avec une large implication de tous les élus qui m'accompagnent dans ce domaine. Nous avons rencontré pratiquement toutes les collectivités, tous les maires, les services techniques – il nous en reste quelques-uns mais cela va se faire dans les semaines qui viennent – pour véritablement ressentir les besoins et débattre ensemble sur une réflexion très large sur la mobilité du futur. Quand je parle de mobilité du futur, je pense également au transport par câble et à CityMobil 2. Il s'agit d'un projet innovant en expérimentation actuellement sur Sophia à Saint-Philippe. Vous avez un petit *flyer* qui vous invite à aller découvrir cette navette sans chauffeur du lundi au vendredi, de 8h à 18h30, en face du golf de Saint-Philippe, sur l'avenue de Roumanille à Biot. Beaucoup d'entre nous l'ont déjà expérimentée. J'invite tous les autres à venir l'essayer. Cela fait partie des mobilités du futur que la CASA teste actuellement sur Sophia.

En matière de transport urbain, l'objectif principal est l'amélioration continue des performances du réseau et son adaptation aux nouvelles demandes des communes et des usagers à budget constant, sans augmentation du tarif et sans augmentation du VT (versement transport). L'engagement de la CASA est considérable sur ce sujet.

Les mesures 2016 concernent :

- le renouvellement du marché de transport scolaire pour 3 millions d'euros, après nous être adaptés au rythme scolaire avec toutes les difficultés que cela a pu comporter ;
- la modernisation du mode de vente des titres, avec le paiement par internet et les distributeurs automatiques de titres notamment sur la gare de Valbonne Sophia Antipolis ;

- les innovations avec le pass Joker qui permettent à plus de 10 % des primo fraudeurs de s'abonner, ce qui ne se fait pas ailleurs mais nous avons lancé cette nouveauté qui commence à fonctionner ;
- la mise en place de la navette des neiges qui compte 20 à 30 usagers par jour – à ce titre, il s'agit déjà d'un succès – et qui fonctionne les vacances scolaires, le samedi et le dimanche, en partant d'Antibes jusqu'à Gréolières-les-Neiges, avec très peu d'arrêts ;
- les missions de médiation qui sont opérées actuellement.

Par ailleurs, le TAD (transport à la demande) Ici là est beaucoup sollicité, victime de son succès. Rappelez-vous, nous avons souvent, dans le cadre de nos commissions avec les élus, entendu remonter des problèmes de centrale de réservation. Nous sommes en train d'améliorer les performances de cette centrale, avec un nouveau standard téléphonique numérique, un nouveau logiciel de gestion des demandes de transport et plus d'amplitude. Nous constatons que ce TAD est largement utilisé par les scolaires, les lycéens et les collégiens, pour lesquels nous avons permis une réservation deux semaines à l'avance. Il s'agit également de l'une des innovations.

Voilà en gros Monsieur le Président, mes chers collègues, les mesures prises en 2016 pour améliorer ce réseau de transport urbain.

M. le Président – Dans le cadre de ce débat d'orientation budgétaire, le transport urbain est à chiffre constant, c'est-à-dire que nous ne dépenserons pas plus mais en même temps, nous n'augmenterons pas notre tarif de 1 euro le ticket. Je le rappelle au passage parce que nous oublions le « 1 euro le ticket » ou nous nous en souvenons mais le tarif réduit de 100 euros annuels, nous avons tendance à l'oublier alors qu'il est tout de même à 50 % moins cher que les abonnements habituels sur un réseau de bus.

Eric MELE nous présente le rapport concernant les déchets.

M. MELE – Merci Monsieur le Président. Pour rebondir sur ce que vous disiez, au niveau des déchets aussi, le taux n'augmentera pas cette année ; il restera à taux constant et nous essayerons de faire des économies substantielles grâce aux améliorations du tri. Vous avez bien compris qu'aujourd'hui, les déchets ne sont plus des déchets mais des produits. C'est de la matière secondaire pour refaire de la matière première. Il nous reste à continuer à éduquer nos administrés à mieux trier, ainsi qu'à mieux gérer l'incivisme et les incivilités, je dirais même les « digérer » parce que l'incivisme et l'incivilité sont deux domaines qui nous coûtent énormément d'argent. Si nous arrivons à réduire ces deux facteurs, je pense que la gestion des déchets ne serait pas du tout la même. Néanmoins, l'être humain est fait ainsi.

Ce que nous avons fait de bien cette année qui a démarré le 1^{er} janvier concernant :

- le nouveau marché de collecte, à travers un travail d'optimisation des fréquences, de rationalisation des modes de collecte et une augmentation de la valorisation des matières premières et des encombrants ;
- la collecte sélective, par une densification importante des points d'apport volontaire pour le verre qui pose un problème aux communes à cause du bruit mais d'un autre côté, ce matériau se recycle à 100 % et c'est dommage de passer à côté ;
- les déchèteries, en continuant l'extension du réseau de déchèteries (Roquefort-les-Pins, Bézaudun) et la rénovation des déchèteries de Cipières, Valbonne et Antibes.

Le programme de travail pour cette année est chargé. Nous avons une nouvelle dimension qui ne correspond pas tout à fait à la collecte mais au tri. Le centre de tri de Cannes-la-Bocca va être complètement rénové. Nous allons avoir un ramassage de déchets constant et une amélioration très importante de la qualité du tri. Par conséquent, nous allons gagner en volume. Si nous gagnons en volume, nous gagnons en ressources et si nous gagnons en ressources, nous gagnons en argent. A partir de là, c'est du gagnant-gagnant.

M. le Président – Faisons remarquer quand même, mon cher Eric, que nous sommes dans un tri sélectif purement volontaire et que nous avons reçu beaucoup de prix à ce sujet. Certes, il existe beaucoup d'incivisme dans notre société mais il existe aussi beaucoup de civisme parce que personne n'oblige les gens à trier. Pourtant, ils le font et ils nous permettent de maintenir des taux d'enlèvement des ordures ménagères excessivement bas parce qu'il y a justement cet engagement qu'il faut continuer à favoriser.

M. MELE – D'ailleurs, je regardais un petit reportage hier sur les Etats-Unis où le tri est obligatoire et soumis à amende. En France, le tri est obligatoire pour les collectivités mais les administrés ne sont pas obligés de trier.

M. le Président – On nous fait confiance et cela marche pas mal quand même, avec quelques sanctions à la clé sur les dépôts sauvages.

Michelle SALUCKI nous présente le projet concernant la cohésion sociale.

Mme SALUCKI – Merci Président. Au sujet de la cohésion sociale, l'idée centrale consiste à mettre en œuvre l'exécution du contrat de ville CASA 2015-2020, en partenariat avec les services de l'Etat et les collectivités territoriales, puis à prendre en charge la gouvernance de ce contrat. Notre politique CASA de cohésion sociale se décline autour de quatre thématiques :

- l'emploi et l'insertion par l'économie, à travers le PLIE (de 26 ans jusqu'aux seniors) et la mission locale (de 16 à 25 ans) ;
- toutes les actions qui pourraient soutenir l'insertion professionnelle ;
- la prévention de la délinquance avec l'encadrement des jeunes un peu en errance via les chantiers-écoles, les opérations Court Chantier et le BAFA (brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur) solidaire qui fonctionne très bien ;
- l'accès au droit et le soutien aux familles avec toutes les associations, l'espace de rencontre parents/enfants, les antennes de justice, les actions d'accès au droit, etc.

La cohésion sociale cherche à conforter un cadre de vie et la rénovation urbaine en introduisant des fondamentaux, c'est-à-dire des actions nouvelles de promotion des valeurs de la République et de la citoyenneté avec une aide au Conseil citoyen. Nous introduisons la création de la Maison des services au public sur les Hauts-de-Vallauris, quartier prioritaire. Nous essayons de travailler sur l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers prioritaires. Ensuite, nous maintenons les actions d'éducation et d'accompagnement scolaire, tout cela visant à renforcer la politique de cohésion sociale de la CASA et à aboutir à des résultats extrêmement positifs qui seront évalués notamment sur le PLIE. Une attention particulière sera portée quant aux actions menées et aux résultats obtenus.

M. le Président – Merci. Nous passons la parole à Michel ROSSI qui, malgré l'atteinte virale qui envahit son organisme, arrive à nous parler de lecture publique.

M. ROSSI – Je vais tenir bon, Monsieur le Président. Merci de votre soutien.

M. le Président – Nous te dopérons s'il le faut.

[Rires]

M. ROSSI – Je me sens vraiment bien. Dans le domaine de l'action culturelle tout d'abord, nous nous réjouissons que nos médiathèques soient en train de devenir ce que le sociologue appelle un « troisième mieux » ; il s'agit d'un espace consacré à la vie sociale où il est possible de se rencontrer, de discuter de manière informelle, comme sur la place du village ou du marché. Une dimension plus sociale se rajoute petit à petit à la dimension culturelle avec plus de rencontres. Nous ne pouvons que nous en réjouir pour nos médiathèques et cela va se répandre de plus en plus.

Ensuite, je note deux orientations principales que nous pouvons être amenés à prendre pour l'année qui vient. La première concerne le rayonnement d'actions culturelles sur le territoire de la CASA. Il s'agit d'essayer de diffuser ce que nous faisons, d'abord entre les médiathèques pour que les spectacles et les expositions tournent – les maires en sont demandeurs – mais également plus au-delà, en essayant de mailler davantage le réseau de lecture publique et en délocalisant des actions culturelles. Il s'agit d'une option fondamentale. Nous avons déjà commencé à partager l'information puisque cette année, nous vous proposerons de mettre en place le deuxième guide des manifestations culturelles pour lequel vous avez déjà été interrogés et qui est en cours de réalisation. Ainsi, l'information et la délocalisation participent au rayonnement et au travail en commun sur l'ensemble du territoire.

Le deuxième point qui nous paraît important consiste à être dans l'air du temps, à être dans le numérique. Nous avons déjà démarré à ce propos. L'idée est de créer un site internet grand public qui soit encore plus convivial, qui permet d'être en véritable lien avec tous ceux qui viennent dans nos médiathèques. Nous avons déjà réussi les points de lecture publique où l'on peut emprunter en un point A et puis rendre en un point B. Tout cela se fait de manière quasiment automatique grâce à la célérité des services. Le site internet va venir en appui de ces éléments. De ce fait, nous pourrions mettre en place de nouveaux services en ligne tous basés autour du numérique (livres numériques, presse numérique...), tout ce qui nous permet d'avancer encore plus vite. Ainsi, le numérique participe au rayonnement et favorise le côté convivial de nos médiathèques. Nous avons de beaux projets devant nous. J'essaierai de tenir bon pour pouvoir les mener à leur terme.

[Rires]

M. le Président – Une des grandes caractéristiques de la CASA, c'est d'avoir développé une politique de lecture publique et de l'avoir fait « multisites ». Cette situation doit être maintenue, diversifiée et en même temps encadrée. Le bilan, tel qu'il est présenté, est très satisfaisant mais il faut y travailler plus ensemble. Les quatre médiathèques sont actuellement toutes gérées et financées par la Communauté d'agglomération. Nous attendons pour cette année 2016 une politique culturelle qui soit cohérente et itinérante, comme l'a très bien dit Michel ROSSI malgré ses grandes difficultés temporaires.

Je donne la parole à Gérald LOMBARDO, Monsieur le conseiller départemental, l'homme de l'agriculture.

M. LOMBARDO – Vous remarquerez que prendre le micro juste derrière Michel revient à prendre des risques. Merci Michel. En tout cas, ce volet « agriculture » a toute son importance. Année après année, la Communauté d'agglomération s'inscrit toujours plus dans des actions en faveur de son monde agricole, en faveur du confortement des espaces et des activités sur le territoire et du développement de ce potentiel économique qui, aussi petit soit-il, existe et permet de sauver de l'emploi agricole mais également induit.

Cette année encore, tout un lot d'orientations œuvre dans cette direction et va permettre de positionner la CASA, non plus comme un simple partenaire mais comme une véritable alliée du monde agricole.

Cette année, dans les orientations, nous avons ce projet de développement d'une exploitation et d'une couveuse en agriculture biologique pour l'approvisionnement local. Cela a été évoqué tout à l'heure. Nous avons vu dans les premières délibérations les prémices à la création de cette exploitation et de cette couveuse, pépinière qui va permettre à des jeunes agriculteurs de s'installer, puis d'essaimer sur l'ensemble du territoire communautaire au travers du potentiel des terres agricoles qui seront soit mises à leur disposition par les communes, soit par les privés, soit en acquisition s'ils ont cette capacité d'acquérir.

Ensuite, en matière d'appui en ingénierie aux communes, en lien avec la Chambre d'agriculture, la SAFER (société d'aménagement foncier et d'établissement rural) et autres partenaires pour le développement de projet agricole, pour pouvoir fédérer, pour pouvoir travailler, il faut absolument que tous les partenaires soient autour de la table. Ce travail est mené de concert avec la Communauté d'agglomération.

Concernant l'appui aux communes pour les acquisitions de foncier agricole par le biais de fonds de concours, la CASA est engagée à 30 % ; c'est plafonné à 80 000 euros par an mais en tout cas, cela a permis à des projets de voir le jour (Gréolières, Villeneuve-Loubet) tandis que d'autres sont en route. La CASA reste très proche des communes et reste en alerte pour aider à redéployer, à permettre cette renaissance et ce renouveau agricole sur son territoire.

En matière de partenariat avec la Chambre d'agriculture, pour favoriser l'implantation de nouveaux exploitants ainsi que l'aide à la promotion des productions locales, il s'agit de valoriser toutes ces productions agricoles au travers des marchés de producteurs, au travers des points de vente collectifs, de soutien aux AMAP (associations pour le maintien d'une agriculture paysanne), de soutien au syndicat de l'Olive noire, etc. Ce sont toutes des actions discrètes et qui, pourtant, apportent de l'aide et permettent ce redéploiement, ce renouveau, cette renaissance du monde agricole qui, aujourd'hui, nous fait non pas défaut puisqu'il existe encore, mais en tout cas, qui est en faiblesse sur ce territoire des Alpes-Maritimes mais plus localement sur notre Communauté d'agglomération.

Ensuite, il faut noter la poursuite des chantiers restants que constitue la taille des oliviers. Il s'agit de l'écriture graphique de notre paysage. On en trouve partout dans nos paysages. Une action est menée par la CASA, année après année, pour permettre la revalorisation de ce paysage, de cette écriture graphique qui nous tient à cœur. Nous retrouvons dans nos paysages cet arbre magnifique. Nous connaissons tous l'olivier, nous en sommes tous plus ou moins amoureux, sommes tous plus ou moins attachés à ces arbres. Il s'agit non pas de raconter leur histoire qui est millénaire mais de permettre à toutes et à tous de pouvoir revaloriser, reconditionner, remettre en culture, dans les parcelles privées et publiques, ces oliviers qui font partie de notre patrimoine agricole mais aussi de notre patrimoine visuel commun, qui font également partie de notre patrimoine culturel.

Les perspectives pour 2016 prévoient d'augmenter la surface agricole, la production sur le territoire et de contribuer à la pérennisation et à la dynamique des exploitations locales.

Merci de m'avoir écouté et de porter, avec la Communauté d'agglomération, ce partenariat, cette alliance avec le monde agricole.

M. le Président – Merci. Les progrès sont majeurs dans ce domaine depuis deux ans.

Damien BAGARIA nous présente le rapport sur les équipements structurants. Merci à Damien d'avoir fait le travail sur les médiathèques et sur les équipements de l'ensemble de la Communauté d'agglomération, avec cet audit particulièrement étayé et judicieux.

M. BAGARIA – Concernant les équipements communautaires, nous sommes rentrés dans la phase d'entretien, dans un cadre de gestion au mieux des dépenses de fonctionnement des équipements existants.

En termes d'investissement, nous pouvons citer :

- le lancement en 2016 de l'étude concernant le dernier projet d'équipement communautaire majeur que sera le pôle Céramique à Vallauris ;
- la poursuite du projet de BHNS (bus à haut niveau de service) ;
- la réalisation de la vélostation à Antibes, avec le site de maintenance et de remisage ;
- le maintien de la « zone chaude » entre le rez-de-chaussée et le dernier étage sur la Bastide aux Violettes, le site des Genêts puis le théâtre.

Les perspectives concernent essentiellement Madoura. Au niveau de la direction, il s'agit de mettre en place une mutualisation en ingénierie au profit des communes, en particulier par le recrutement d'un ingénieur. Cela s'inscrit dans la volonté globale du schéma de mutualisation de la CASA. Il s'agira d'un équipement communautaire majeur qui nécessitera la maîtrise des coûts de fonctionnement, par une gestion fine des équipements actuels à l'aide d'outils informatiques, dans le cadre de la rénovation, de la maintenance et de l'entretien.

M. le Président – Merci Damien. Richard RIBERO, le dernier intervenant, rapporte sur les espaces naturels.

M. RIBERO – Monsieur le Président, mes chers collègues, l'espace naturel, ce n'est pas le nerf de la guerre comme le développement économique mais c'est, depuis le départ, une volonté de la CASA de préserver et de valoriser le patrimoine culturel et paysager. Ainsi, nous nous inscrivons dans une continuité. La différence importante qui a débuté l'année dernière en 2015, c'est ce fameux plan de paysage. Je tiens à noter que toutes les communes de la CASA ont participé à toutes les réunions. Le sujet intéressait énormément de monde. Cela nous a obligés à nous pencher un peu sur le paysage et à le redécouvrir avec une vision extérieure des bureaux d'études. Cette année, nous espérons que nous allons aboutir sur ce document, que nous allons pouvoir le finaliser et le mettre en œuvre. Cela part du littoral jusqu'au plus haut des montagnes. Nous continuerons également l'animation des sites Natura 2000 ainsi que le travail de l'année passée comme l'a évoqué Céline CHARRIER.

M. le Président – Merci. Je ne veux pas être trop long mais juste résumer en deux mots. Premièrement, nous pérennisons un service public efficace dans les domaines de compétences, avec des tarifs, ainsi que des impôts et taxes qui ne changent pas alors qu'ils sont très bas.

Deuxièmement, nous menons un effort de rationalisation au niveau de la gestion du fonctionnement, et bien que nous ayons également des taux très bas à ce niveau, il s'agit de maintenir.

Concernant l'économie et l'emploi, Marc DAUNIS a eu raison d'insister sur la diversification. Bientôt, la compétence « tourisme » reviendra à la Communauté d'agglomération. Cette année de préparation doit être tournée vers la réflexion en même temps sur l'activité commerciale et l'activité touristique qui sont étroitement liées.

Lionnel LUCA vous a rappelé que désormais, l'aide aux communes a été maintenue en dotation de solidarité et en fonds de concours, mais avec une augmentation significative sur les fonds de concours, de 20 à 30 % par rapport au dernier mandat, et signe fort en matière d'environnement : jusqu'à 40 % si les critères environnementaux élevés étaient accomplis dans les projets des communes.

Enfin, l'investissement continue sur le logement et le bus-tram à hauteur de 30 millions d'euros, ce qui veut dire que l'investissement n'est pas le parent pauvre de ce débat d'orientation budgétaire et de ce budget 2016.

Voilà ce que chacun d'entre nous a essayé d'exposer. C'était évidemment long mais en même temps riche. Si vous voulez poser des questions aux vice-présidents ou à moi-même, puisqu'il s'agit d'un débat, nous sommes à votre disposition pour y répondre.

Ce débat est suffisamment riche pour vous avoir rassasié. Le terme utilisé pour le prélèvement de l'Etat sur les collectivités territoriales ne sera pas qualifié. Malgré tout, cela tient de l'effectif et du réel. Malheureusement, il n'y a pas une ville en France, pas une Communauté d'agglomération, qui ne constate ces baisses dans leurs budgets. Je vais dire des choses qui pourraient choquer certains d'entre vous mais elles ne sont pas anormales. Ce qui est anormal, c'est leur rapidité, ce qui nous met en difficulté puisque les marges de manœuvre que nous avons en matière de gestion d'emploi sont fortement réduites. Heureusement que la Communauté d'agglomération a été très économe en matière de fonctionnement et de masse salariale, sinon nous nous retrouverions en très grande difficulté.

Départ de Monsieur Bernard MONIER.

Ce débat d'orientation budgétaire étant effectué, je repasse la parole à Jean-Pierre MAURIN sur l'ajustement du tableau des effectifs qui n'est qu'une transformation de postes, conformément à ce que nous avons débattu.

RESSOURCES HUMAINES

20. Ajustement du tableau des effectifs

M. MAURIN – Pour nous permettre de réaliser tout ce qui vient d'être évoqué, il est important que l'assemblée délibérante fixe l'effectif des emplois. Je vais vous faire un résumé en trois points.

D'abord, un certain nombre de postes sont transformés ou modifiés au niveau des effectifs. A somme égale, 22 postes sont supprimés et 22 postes sont créés en fonction des grades et des emplois. C'est à effectif constant puisque l'année 2016 se poursuit avec un effectif global de 553 personnes, qui était l'effectif de l'année antérieure.

Ensuite, il appartient à l'assemblée de définir un certain nombre d'emplois accessoires ou occasionnels car des besoins ponctuels existent dans certaines directions, pour ne citer que quelques exemples en matière d'Envinet et d'Envibus. Des remplacements doivent s'effectuer notamment en période d'été. Cela fait l'objet du second tableau qui concerne l'année 2016.

Enfin, le troisième tableau concerne les emplois aidés. Toutes les directions se réservent dix emplois aidés. Je rappelle qu'il existe une aide de l'Etat à hauteur de 75 % du SMIC sur ces emplois. Deux emplois à temps non complet concernent l'insertion des jeunes diplômés des quartiers ; en l'occurrence, l'aide de l'Etat intervient à hauteur de 90 % du SMIC.

Le troisième volet de ces emplois aidés concerne un contrat adulte-relais, via un transfert d'emploi de la commune de Vallauris suite à une prise de compétence du contrat ; nous avons là une aide de l'Etat à hauteur de 17 926 euros.

Voilà pour les trois caractéristiques : effectif constant, définition des emplois occasionnels pour l'été et précisions sur les emplois aidés.

M. le Président – Merci. Cet effort de gestion nous permettra à l'avenir de rester très stricts sur les objectifs. Je sou mets la délibération aux voix. Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

Délibération adoptée à l'unanimité

M. le Président – Thierry OCCELLI nous présente trois délibérations simples.

RESEAU ENVIBUS

21. Association pour la gestion indépendante des réseaux (AGIR) – Cotisations 2016

M. OCCELLI – Cette association a pour but d'apporter une capacité d'expertise aux autorités organisatrices de transport de voyageurs. La cotisation, qui était jusqu'à présent calculée en fonction du nombre de véhicules de la régie Envibus, a été modifiée. Désormais, la cotisation dépend du nombre d'habitants du territoire de la Communauté d'agglomération, à savoir 178 200 actuellement. Ainsi, le montant de cette cotisation réévaluée est porté à 12 000 euros, ce qui représente 1 000 euros de plus qu'auparavant. Elle comprend également différentes sessions de formation et des groupes de travail organisés par AGIR pour un montant annuel de 3 000 euros.

Ainsi, il est demandé au Conseil communautaire de prendre acte de la nouvelle modalité de calcul de la cotisation, d'approuver le montant de 12 000 euros et d'imputer la dépense au compte 618 du budget.

M. le Président – Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Délibération adoptée à l'unanimité

22. Centrale d'achat AGIR – Adhésion

M. OCCELLI – Il s'agit d'une centrale d'achat du transport public. Les missions de cette centrale d'achat consistent à acquérir des fournitures ou des prestations de services et de passer des marchés ou de conclure des accords-cadres de travaux (fournitures ou prestations de services destinées à ses adhérents). Nous y trouvons un intérêt économique, juridique, administratif et stratégique. Par conséquent, il vous est proposé d'approuver l'adhésion à la centrale d'achat du transport public.

M. le Président – Qui souhaite intervenir ? Qui vote contre ? Qui s'abstient ?

Délibération adoptée à l'unanimité

23. Organismes de formation professionnelle – Modification de l'adhésion

M. OCCELLI – A la suite de la réforme de la formation professionnelle mise en œuvre au 1^{er} janvier 2015, il vous est proposé de modifier la délibération du 30 juin 2014. En effet, la loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale réforme notamment le financement de la formation professionnelle en créant une contribution unique égale à 1 % de la masse salariale pour toutes les entreprises de plus de dix salariés. Dans ce pourcentage obligatoire, sont comprises les contributions au titre du congé annuel de formation (0,20 % de la masse salariale), ainsi qu'une contribution au titre du fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels (0,15 à 0,20 % de la masse salariale). Ces contributions sont versées à un organisme paritaire collecteur agréé (OPCA-Transports) auquel la CASA est adhérente depuis 2014.

M. le Président – Même vote ?

Délibération adoptée à l'unanimité

HABITAT / LOGEMENT

24. Délégation du Conseil communautaire au Président dans le cadre de la mise en œuvre de la délégation des aides à la pierre du parc public et du parc privé

Mme BLAZY – Il s'agit de déléguer à vous, Monsieur le Président, si tout le monde est d'accord, l'exercice des compétences des aides à la pierre pour le parc privé et le parc public, notamment la signature des décisions de financement et d'agrément correspondantes, mais également de vous autoriser à les subdéléguer.

M. le Président – L'aide à la pierre est désormais un acquis de la Communauté d'agglomération. Elle permet d'avoir l'ensemble des compétences dans ce domaine et en même temps de gérer les pénalités. Cela permet également d'avoir un « retour sur investissement ». Qui est contre cette délégation de signature ? Qui s'abstient ?

Délibération adoptée à l'unanimité

CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT

25. Conseil de développement – Ajout de membres

M. le Président – Richard THIERY nous demande d'élargir la représentation à la société civile.

M. THIERY – Exactement Monsieur le Président, il s'agit de vous proposer l'adhésion de trois nouveaux adhérents au Conseil de développement qui sont :

- Avenir 06 est une association qui agit dans le domaine de l'environnement et qui a plusieurs objectifs : protéger l'environnement et le patrimoine naturel, s'opposer à toute action portant gravement atteinte à l'environnement et favoriser un développement harmonieux en continuité avec l'existant. C'est une association dont le périmètre est situé sur Vallauris-Golfe-Juan, Antibes, Le Cannet, Cannes, Valbonne, Mougins et Biot. Cette association se propose de travailler notamment dans le groupe « aménagement du territoire » du Conseil de développement.

- Les Sharks : tout le monde connaît l'équipe de basket particulièrement performante d'Antibes mais c'est aussi une entreprise qui se propose d'adhérer au Conseil de développement afin notamment de renforcer le groupe « emploi et économie ».
- Actif Azur est une entreprise d'insertion par l'activité économique qui propose à ses membres d'acquérir des compétences en informatique dans le domaine de l'économie sociale et solidaire.

J'en profite, avant de vous demander de délibérer, pour vous rappeler le colloque interentreprises qui aura lieu le 19 mars.

Par rapport à ces adhésions, il est proposé de procéder à la nomination de ces trois nouveaux membres, ce qui portera la composition du Conseil de développement à 58 membres.

M. le Président – Le Conseil de développement rend beaucoup de services. Je remercie Richard THIERY de s'en occuper. Il est très important sur un territoire comme le nôtre, qui est forcément divers, que l'ensemble des personnes du social, comme de l'entreprise, puissent participer et apporter leurs contributions sur les grands projets de la CASA.

Je sou mets cette délibération à votre vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ?

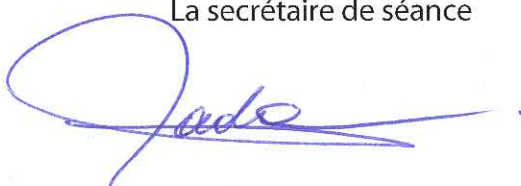
Délibération adoptée à l'unanimité

M. le Président – Je vous remercie tous de votre présence, de votre assiduité et de votre participation. En même temps, je rappelle qu'à la fois dans un effort de gestion et de cohérence, nous applaudissons Pierre MOLAGER qui a dirigé son dernier Conseil communautaire puisque le prochain sera géré par Stéphane PINTRE qui prend en douceur le relais. Merci Pierre MOLAGER.

[Applaudissements]

M. le Président – A bientôt. Il pleut sur Nantes comme d'habitude.

La secrétaire de séance



Khéra BADAOU

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 11/04/2016
Numéro : CC.2016.026
Nature : DE - Deliberations
Objet : Procès-verbal de la séance du 15 février 2016 -
Approbation
Matière : 5.2 - Fonctionnement des assembles
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 109487922
Référence envoi : IDF2016-04-28T14-54-22.00
Envoyé le : 28/04/2016
à (TU) : 12h54:33

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 28/04/2016
Identifiant : 006-240600585-20160411-AOI_5922-DE

Acte reçu

Date : 11/04/2016
Numéro interne : AOI_5922
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 2
Objet : Procès-verbal de la séance du 15 février 2016 - Approbation
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160411-AOI_5922-DE-1-1_1.pdf

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20160411-AOI_5922-DE-1-1_2.pdf